



Nouvelles de mai du Bureau des affaires européennes de l'Armée du Salut



© Libre de droits

Plusieurs défis se dressent devant le Bureau des affaires européennes de l'Armée du Salut, dont le Budget européen et l'aide aux migrants.

Un des points importants à l'agenda est le [Budget européen 2021-2027](#).

Le 2 mai, la Commission européenne a présenté sa proposition du cadre financier pluriannuel, également connu sous le nom de budget à long terme de l'Union européenne pour les années 2021 à 2027. Celui-ci est confronté aux défis d'un besoin croissant de dépenses sociales, aux promesses d'augmentation des dépenses en matière de sécurité et de défense faites aux États membres, et à un budget réduit à cause du départ du Royaume-Uni, l'un des principaux contributeurs. Il y a aussi le doublement du montant consacré au programme populaire Erasmus+.

La proposition globale pour le budget de l'UE représente un équivalent de 1,11% du revenu national brut des 27 plus grands revenus nationaux de l'UE : moins que ce que le Parlement européen avait proposé, mais plus que ce que certains États membres ne sont disposés à accepter. Une réduction globale du budget risque d'engendrer une diminution du montant des dépenses sociales, dont le Fonds de cohésion, qui représente pour de nombreux pays une contribution vitale en termes de protection sociale.

La principale innovation concernant les dépenses sociales est la collecte de nombreux outils de financement actuels dans le Fonds social européen, grâce à la mise en place du FSE+. Ce nouvel outil rassemblera les fonds provenant de l'actuel Fonds social européen, du Fonds d'aide européenne aux plus démunis, de l'initiative pour l'emploi des jeunes, d'un fonds pour l'inclusion des migrants et du programme de santé de l'Union européenne. Cet instrument vise à établir un lien plus étroit entre le financement de la cohésion et la mise en œuvre des Principes de justice sociale, inscrits dans le Pilier européen des droits sociaux, tout en maintenant les spécificités des programmes actuels.

Malgré certains signes positifs, les craintes d'une diminution des dépenses sociales sont tangibles, notamment en raison du fait que la proposition de la Commission européenne devra être approuvée par les États membres au sein du Conseil européen. Le plaidoyer de la Commissaire européenne Marianne Thyssen pour ne « pas couper un centime du social », répété à maintes reprises et lors de la Convention annuelle 2018 pour une croissance inclusive, devrait représenter un principe directeur pour préserver la nature et les caractères individuels de tous les fonds actuellement alloués à l'inclusion sociale.

Une approche basée sur le genre pour aider les migrants

Les 3 et 4 mai, l'Armée du Salut à Rome a organisé [une réunion de réseau Eurodiaconia](#), une organisation partenaire rassemblant des professionnels de différents pays européens travaillant avec les migrants. L'Armée du Salut a contribué avec la présentation de ses travaux dans le Centre social de Rome et des activités de son Centre pour les jeunes demandeurs d'asile à Atena Lucana.

La réunion de cette année, qui portait sur les aspects des migrations spécifiques aux genres, a donné un débat fructueux sur les besoins particuliers en matière de services et de traitements pour les femmes migrantes. Elle a également été animée par le Réseau européen des femmes migrantes. Deux ateliers ont consisté à élaborer des recommandations pour l'intégration des femmes dans un contexte migratoire, tant pour les prestataires de services que pour les décideurs politiques :

- L'autonomisation des femmes doit être abordée afin de leur donner des chances de santé, d'éducation et d'emploi au-delà de leur rôle familial.
- Une grande importance doit être accordée au processus de regroupement familial, pour soutenir les membres (souvent les femmes) qui rejoignent leurs partenaires et leurs enfants qui sont souvent déjà intégrés dans le nouveau pays, et qui risquent d'être « laissés pour compte ».
- Il convient d'accorder une attention particulière aux besoins des femmes et des filles, car le risque d'abus sur les migrants et demandeurs d'asile est très élevé. Le personnel doit être formé pour identifier les cas possibles d'abus et de traite des êtres humains, en particulier en ce qui concerne le travail avec les femmes.
- Un travail important concerne également l'intégration des hommes, et leur attitude envers les femmes pour mieux s'intégrer dans notre société.

- Il est important d'éviter les attentes irréalistes et d'examiner les cas individuellement.
- Les ateliers et les activités de groupe qui valorisent les aptitudes des femmes, leur potentiel d'employabilité ainsi que leur détention des traditions et des valeurs familiales (comme la cuisine ou la couture) peuvent contribuer à renforcer la confiance en soi et à favoriser la création de liens.

Auteur

La Rédaction / Source : EU Affairs Office

Publié le

28.5.2018